

Peuples et États de la région des Grands Lacs

David W. Cohen

Dans la première moitié du XVIII^e siècle, le *kabaka* Mawanda, roi du Buganda, tenta d'étendre son pouvoir sur les riches régions situées à l'est de la zone centrale de son royaume. Il entreprit une grande campagne militaire et remporta immédiatement quelques succès, à la suite desquels il installa l'un de ses généraux à la tête de la région de Kyaggwe pour la soumettre à l'administration de son royaume. Le gouverneur de Kyaggwe se heurta toutefois à quelques foyers de résistance. Sous le mandat de ses successeurs, plusieurs zones passèrent sous l'influence du Bunyoro, État voisin situé au nord-ouest du Buganda, et l'État du Buganda se vit interdire l'accès à l'immense forêt du Mabira, au Kyaggwe. À la fin du XVIII^e siècle, le territoire du Mabira, situé à moins de 45 kilomètres à l'est du cœur du pays ganda, était devenu un foyer de concentration des forces d'opposition aux monarques du Buganda, un lieu d'exil et un refuge. Pour beaucoup de gens, sujets du royaume et étrangers, les dédales obscurs du Mabira renfermaient la promesse d'un renversement de situation.

Vers la fin du XVIII^e siècle, Kakungulu s'enfuit du domaine de son père, le roi ganda Semakokiro, arrière-petit-neveu de Mawanda. Ayant trouvé refuge et soutien dans le Mabira, Kakungulu, aidé de ses partisans, constitua tout un réseau d'alliances avec divers États limitrophes du Buganda; puis il lança une série d'attaques pour conquérir le trône de son père. Kakungulu ne put jamais s'emparer du trône, mais ses activités contribuèrent à accroître l'agitation autour des plus anciens territoires administrés par le Buganda; elles incitèrent les chefs ganda à prendre des mesures punitives et à réunir sous leur autorité les zones d'opposition de l'Est et de l'Ouest; et elles ont peut-être exacerbé la violence des relations entre le Buganda et les États voisins.

Kakungulu n'était pas le premier à tenter de transformer un groupe de réfugiés au Mabira en une force d'insurrection. En effet, en se tournant vers le Mabira, il ne faisait que répéter une page du livre de tactique de son propre père, Semakokiro. Quelque trente ou quarante ans auparavant, en effet, Semakokiro avait tenté de se refaire une situation dans le Mabira, où il avait su s'entourer d'un puissant soutien. Son exil avait duré fort longtemps.

Avec le recul du temps, cet endroit du Mabira où Semakokiro organisa son exil nous apparaît comme ayant été un État en gestation. Le processus de formation d'un État fondé dans le Mabira fut interrompu par l'efficacité même avec laquelle Semakokiro se gagna des appuis; il finit par renverser son frère Junju et devint ainsi *kabaka* du peuple ganda. Les temps anciens de cet exil de Kakungulu dans le Mabira et, avant lui, de celui de son père Semakokiro font penser à la communauté puissante, stable et très nombreuse qui s'organisa autour du général et administrateur ganda Semei Kakungulu dans son « exil » en Ouganda oriental, au début du XX^e siècle¹; on y retrouve ce caractère à la fois tendu et complexe des relations entre les dirigeants et leurs subordonnés qui caractérisait la vie politique du royaume de Buganda à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e.

L'histoire de Kakungulu et de Semakokiro au Mabira, à la veille du XIX^e siècle, renvoie à l'historien plusieurs images de la vie extraordinairement riche et complexe de la région des Grands Lacs à cette époque. La première est celle d'un État encore en gestation de la région des Lacs, qui annexe des terres et des populations nouvelles qu'il place sous sa domination et qui apparaît comme un ensemble d'institutions relativement jeunes. La deuxième montre une région en pleine effervescence qui passe difficilement du XVIII^e siècle au XIX^e siècle. Les souverains se heurtaient à une opposition farouche tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs royaumes. Leurs règnes pouvaient être de courte durée; ils avaient bien peu de temps pour mettre en place des alliances et des administrations efficaces, tandis que leurs frères ou leurs fils attisaient la révolte. La troisième image de la région est celle de fiefs ou de royaumes qui n'étaient pas des entités sociales et politiques fermées. Les frontières politiques étaient très perméables. La vie des souverains et la qualité de vie des courtisans et des sujets dépendaient de la nature des relations entre États. Enfin, la quatrième image est celle de la vie sociale et politique peu connue et mal comprise, loin des cours et des capitales de la région; elle nous donne un aperçu du rôle de l'État de la région des Grands Lacs dans la vie des populations, dans la vie privée et la production, le commerce et les échanges, la pensée et la vie religieuse.

Aujourd'hui comme au siècle dernier, cette région d'Afrique orientale et centrale est à la fois très bien irriguée et densément peuplée. Elle s'étend du bassin de Kyoga (centre et nord de l'Ouganda), des contreforts du mont Elgon et du golfe de Winam au Kenya occidental, jusqu'aux hautes terres orientales du bassin du Zaïre et aux rives du lac Tanganyika. La région des Grands Lacs

1. M. Twaddle, 1966, p. 25-38.



11.1. La région des Grands Lacs (d'après D. W. Cohen).

est une région historique et culturelle (ainsi que le point de convergence de deux grands bassins hydrographiques) définie par une famille linguistique qui se trouve reflétée dans les formes culturelles et, en particulier, par les grands schémas communs de l'organisation politique antérieure à l'époque coloniale. L'État de la région des Grands Lacs avait une culture politique, des principes structurels et une idéologie autoritaire, certaines caractéristiques régionales, notamment des modèles sociaux comportant des « castes », des classes, et divers schémas pluriethniques.

L'ordre politique

Au début du XIX^e siècle, puis sept ou huit décennies plus tard, quand les pressions exercées par les Européens commencèrent à affecter directement le sort des individus et des États, la région des Grands Lacs était un conglomérat d'États de superficie et de puissance très diverses, sous des dehors cependant assez semblables. Un royaume de la région des Grands Lacs se présentait comme un domaine organisé autour d'un monarque tirant son autorité de ses liens de parenté avec une dynastie, et entouré d'une cour et de conseillers; l'organisation elle-même reposait sur un réseau hiérarchisé de fonctionnaires, d'artisans et de seigneurs.

Traditionnellement axées sur les événements et les fonctions politiques officiels², les études consacrées à la région ont mis en relief les actes d'insurrection de Semakokiro et Kakungulu, et des milliers de partisans qui partagèrent leurs vies d'exilés et de rebelles. Leur histoire, et celle de leur exil, met en évidence l'existence latente de forces d'opposition à l'autorité établie et aux capitales de la région, et nous permet de nous dégager des concepts trop rigides du domaine politique. À l'aube du XIX^e siècle, de même qu'avant et après cette période, l'État des Grands Lacs n'était pas simplement l'assemblage d'un roi, d'une cour et d'un pays, ni la combinaison d'une culture politique, d'un ordre administratif et d'une organisation structurelle. L'histoire de Semakokiro et de Kakungulu est porteuse d'un message: le domaine de l'État se définit de manière essentielle par le conflit, celui du dedans et celui du dehors.

L'ordre politique de la région des Grands Lacs a considérablement évolué au XIX^e siècle avec l'apparition de deux tendances principales. La première était le renforcement de la cohésion et du pouvoir de certains États, par l'accroissement de la main-d'œuvre et du commerce, le développement d'institutions bureaucratiques, l'élimination des facteurs de division et, enfin, le contrôle et la maîtrise des influences et des forces nouvelles qui pénétraient dans la région.

2. Les anthropologues et les historiens se sont intéressés surtout à l'histoire politique des royaumes de la région; il existe malheureusement peu d'ouvrages sur l'histoire économique avant l'ère coloniale.

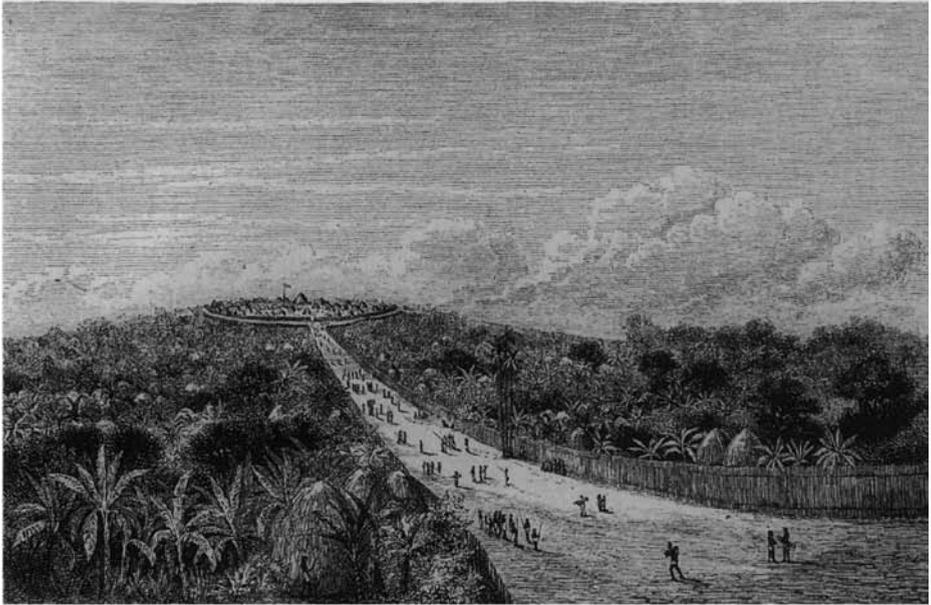
La seconde tendance était l'ascension décisive de trois ou quatre États — le Buganda, le Rwanda, le Burundi et, enfin, le Bunyoro au cours de sa période de renaissance — aux dépens d'autres États. Ces deux tendances étaient étroitement liées. La prospérité de ces quatre grands royaumes, au XIX^e siècle, reposait sur la réorganisation de l'administration dans le sens d'une plus grande centralisation; la cessation des vieilles querelles intérieures par l'élimination de l'opposition et l'organisation de campagnes de collecte de tributs et d'expansion, qui désamorçaient les conflits internes; l'agrandissement du royaume par la conquête de nouvelles régions; l'appropriation et l'incorporation de certains secteurs de la production et du commerce de la région, et l'intégration des forces et éléments nouveaux qui y pénétraient.

Le changement général que le XIX^e siècle a apporté dans ces grands royaumes est notamment illustré par la durée du règne des souverains du Buganda, du Rwanda, du Burundi et du Bunyoro. Au Buganda, Kamanya a régné pendant trente à trente-cinq ans à partir du début du siècle, et ses successeurs, Suna puis Mutesa, pendant vingt et vingt-huit ans respectivement. Par comparaison, onze *kabaka* ont occupé le trône du Buganda au XVIII^e siècle, et nombre d'entre eux ont été assassinés ou renversés. À « l'ère des princes » du XVIII^e siècle a succédé celle des « longs règnes », tant Kamanya que Suna ou Mutesa ont eu le temps de mettre en place un embryon de contrôle, de juguler l'opposition des princes et des factions, et de commencer à développer les ressources de l'État.

Même évolution au Rwanda où une « ère de longs règnes » succéda aux règnes courts de l'ère précédente. Mwami Yuhi Gahindiro prit le pouvoir pendant la dernière décennie du XVIII^e siècle et régna pendant plus de trente ans. Son successeur, Mutara Rwogera, exerça le pouvoir pendant une trentaine d'années; après lui, Kigeri Rwabugiri resta sur le trône pendant près de quarante ans, jusqu'à sa mort en 1895.

Le Burundi n'eut que deux souverains au XIX^e siècle: Ntare II Rugamba, qui serait monté sur le trône à la fin du XVIII^e siècle, et Mwezi II Gisabo, qui régna de la moitié du XIX^e siècle à sa mort en 1908. On pense que quatre souverains se sont succédé sur le trône du Burundi au cours du XVIII^e siècle. Dans le cas du Bunyoro, la longévité des monarques est moins évidente au XIX^e siècle, bien que Mukama Kabarega, qui a exercé le pouvoir de 1870 à sa révocation par l'Empire britannique, en 1899, ait incarné le renouveau de la puissance et de l'influence régionale du Bunyoro pendant la seconde moitié du siècle.

Il ne faut pas méconnaître l'effet circulaire qu'ont pu avoir les longs règnes du XIX^e siècle. Le temps a permis aux souverains, aux courtisans et à leurs clients d'asseoir le pouvoir sur des bases plus solides et plus durables, et de mettre en place des administrations plus fiables. Avec le temps, souverains et administrations ont pu systématiser l'attribution des récompenses, des rémunérations et des emplois, et démontrer au peuple que, pour son avenir et sa sécurité, il valait mieux travailler avec le régime que contre lui; ce qui, en retour, a donné aux souverains, aux courtisans et aux grands hommes du XIX^e siècle plus de temps et de moyens pour consolider leur pouvoir et leur



11.2. *La Buganda en 1875: la capitale du kabaka.*

[Source : H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]



11.3. *Le kabaka Mutesa, entouré de chefs et de dignitaires.*

[Source : H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

gestion. Les coalitions et les routines avaient plus de chances de se perpétuer d'un règne à l'autre, lorsque les souverains demeuraient longtemps sur le trône. Dans l'État des Grands Lacs, la légitimité et l'autorité ne reposaient pas seulement sur un rituel d'accession; elles étaient acquises avec le temps grâce à l'édification progressive de réseaux de relations sociales. La participation à l'État impliquait le jeu des institutions du mariage, des services et de la clientèle; l'exploitation de nouvelles terres; la mise en place de nouveaux circuits d'échange et un approvisionnement accru des capitales. Tous ces éléments exigeaient du temps.

Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, le Buganda, le Rwanda, le Burundi et le Bunyoro ont été les États les plus expansionnistes de la région; et c'est essentiellement leur évolution pendant cette période qui en a déterminé la configuration au XX^e siècle. Il existait cependant, dans la région élargie, plus de deux cents autres fiefs, presque tous dotés d'institutions politiques analogues à celles des grands royaumes. Certains de ces petits États se sont transformés politiquement au XIX^e siècle, renforçant leur pouvoir dans leur sphère d'influence immédiate. D'autres ont perdu le contrôle des forces centrifuges qui s'exerçaient à l'intérieur de leurs frontières et sont tombés sous la dépendance de centres lointains. Les capitales et les cours des grands royaumes ont commencé à attirer les dissidents et les insurgés des États voisins, aventuriers venus demander l'aide de leurs puissants hôtes pour renverser le pouvoir dans leur pays. Répétées des centaines de fois, ces initiatives ont contribué à l'affaiblissement des petits États et à l'expansion des plus grands.

À partir de 1850, la distinction entre grands et petits États s'est affirmée, à mesure que les premiers accaparaient les nouvelles ressources de l'extérieur — marchandises, armes à feu notamment, marchands et aventuriers européens, arabes et swahili, missionnaires chrétiens et musulmans. Les petits royaumes de la région des Grands Lacs en sont venus à ressembler de plus en plus à des « jardins » cultivés par les serviteurs ou les esclaves pour payer le tribut perçu par les grands royaumes ou, tout simplement, à des champs de manœuvres pour les différentes forces qui s'exerçaient à l'intérieur ou à l'extérieur de la région.

Production et extraction

Cette dernière observation nous écarte du seul terrain politique. Il apparaît que, au XIX^e siècle, la principale préoccupation de l'État était à la fois la production et les échanges, que ce processus d'accumulation se déroulait dans le cadre de l'ancien fief ou au-delà des frontières administratives réelles de l'État. Le contrôle de la production et du commerce était au cœur des préoccupations d'États comme le Rwanda, le Buganda, le Burundi et le Bunyoro, à mesure qu'ils agrandissaient leurs territoires et étendaient leur sphère d'influence.

Nous avons déjà évoqué le programme d'expansion de Mawanda dans le Kyaggwe. Ce projet, conçu au siècle, visait les régions de production qui

échappaient au contrôle du royaume du Buganda. Le Kyaggwe possédait de la fibre d'écorce, du minerai de fer et des artisans capables de travailler le fer, et il avait accès aux terres fertiles des îles du nord du lac Victoria. Les îles Buvuma, au large du Kyaggwe, étaient bien reliées aux réseaux commerciaux établis à l'est du lac Victoria. La conjonction de forces de production, de matériaux, de techniques et de main-d'œuvre, l'accès aux circuits commerciaux régionaux ou leur maîtrise, tels étaient les principaux soucis des États de la région des Grands Lacs à l'époque précoloniale.

Les redevances perçues dans les régions régulièrement administrées et en dehors des royaumes enrichissaient les cours et les régimes en place. Au XIX^e siècle, la perception de tributs et la résistance opposée aux redevances exigées par l'État créèrent entre les zones de production et les régions de consommation tout un tissu de rapports conflictuels se superposant (en les faussant parfois) aux réseaux commerciaux qui couvraient l'ensemble de la région à l'époque précoloniale. Le jeu des prélèvements effectués par l'État et de la résistance opposée par les producteurs et les zones de production à la pratique coercitive du tribut de l'État est particulièrement évident, au XIX^e siècle, dans le domaine de la production alimentaire, des échanges de denrées et de la consommation alimentaire. Dans cette région réputée à juste titre pour l'abondance de ses produits, c'est paradoxalement la maîtrise de l'approvisionnement en denrées alimentaires qui est devenue la pierre d'achoppement des relations entre États, et des relations entre l'État et les producteurs³.

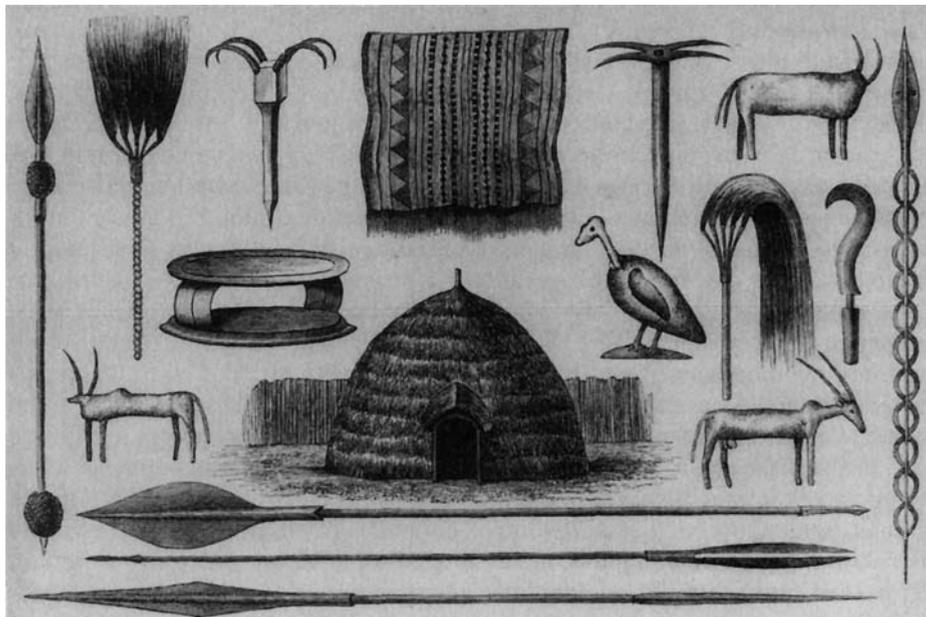
Dans les royaumes régulièrement soumis à l'administration de l'État, tant la production spécialisée que la production non spécialisée fournissaient des denrées alimentaires, ainsi qu'une multitude d'autres produits, aux capitales et aux cours. Les recouvrements semblent avoir été tantôt réguliers tantôt irréguliers, selon les époques. Quant aux rentrées de marchandises, elles étaient censées se faire à chaque saison; cependant, dans certains cas spécifiques, à l'occasion, par exemple, de campagnes militaires, de cérémonies et de divertissements royaux, ou encore en cas de disette, des marchandises étaient spécialement collectées pour être redistribuées par l'intermédiaire des cours et des capitales.

Au Buganda, il semble que fut créée une sorte de ferme d'État gérée par des fonctionnaires désignés, qui devaient assurer le ravitaillement des cours de certains chefs et du palais du *kabaka*⁴. Au Rwanda, au Nkore, au Karagwe et au Burundi, les troupeaux royaux, qui faisaient partie des richesses de l'État, fournissaient de la viande, des matières grasses, du lait et du beurre aux coteries de seigneurs et de fonctionnaires, à leurs clientèles et à leurs familles. Il s'agissait, dans ce cas, d'une « production gérée », c'est-à-dire organisée et réglée par l'État. Les fermes d'État pouvaient produire des

3. Ce phénomène est examiné en détail dans l'étude de D. W. Cohen, 1983. Les données figurant dans le présent chapitre sont extraites de cette étude, présentée en juin 1981 lors d'une conférence organisée à Naivasha (Kenya) par l'Université des Nations Unies.

4. Nous espérons qu'une étude paraîtra bientôt sur ce sujet. Le mode de ravitaillement est présenté dans ses grandes lignes après l'examen de plusieurs sources.

quantités considérables d'aliments et de boissons dans des délais assez brefs ; ce qui laisse supposer que les niveaux de production étaient élevés pour faire face à de fortes demandes momentanées, et qu'il y avait nécessairement surcapacité des organismes d'approvisionnement⁵.



11.4. *La maison du Trésor et les ornements royaux du rumanyika, roi du Karagwe.*

[Source : H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Loin de se limiter à ces secteurs spécialisés de la production alimentaire, les systèmes de prélèvement s'étendaient à d'autres domaines d'activités et à la « perception de tributs ». Il serait intéressant de considérer les activités économiques de l'État comme un continuum : en effet, le passage progressif de la collecte occasionnelle des contributions à un système plus régulier de collecte annonçait souvent le début d'un processus d'intégration des zones frontalières et de zones de production totalement nouvelles dans les États de la région des Grands Lacs. Dans ce continuum, on relève des exemples d'impositions effectuées par des agents du Buganda dans le Busoga central⁶. Ces pratiques ne faisaient certes pas partie d'un pro-

5. J. Tosh (1980, p.9) a attiré l'attention sur la production des excédents alimentaires dans l'Afrique précoloniale, réfutant la thèse selon laquelle les excédents qui servaient à nourrir les artisans spécialistes, les chasseurs, les caravanes de commerçants et les cours étaient les excédents normaux de la production de subsistance.

6. Le tribut levé par le Buganda est étudié dans S. N. Kiwanuka, 1972, p.139-153; J. Kasirye, 1959; F. P. B. Nayenga, 1976; D. W. Cohen, 1977.

gramme régulièrement administré; cependant, elles étaient suffisamment bien organisées et assez courantes pour ne pas nécessiter l'intervention de forces armées, et pour produire des volumes considérables de denrées alimentaires sous une forme préparée; cela permet de supposer qu'il y avait notification par avance, suivie d'un travail de préparation. C'est essentiellement sur la banane séchée (en lugosa: *mutere*), transportée sous forme de farine ou de galettes séchées au soleil, que porta le tribut du Busoga central. Cette pratique de perception régulière de tributs, dans une zone déterminée, aurait contraint une zone tributaire à produire dans des proportions largement supérieures aux besoins de la consommation locale. Ces « excédents stratégiques » auraient alors donné l'impression aux premiers voyageurs européens dans la région d'une abondance illimitée et de l'auto-suffisance des petits producteurs, en même temps que celle, plus familière, du faste des cours⁷. Mais ces observateurs n'auraient pas saisi la structure de l'« excédent stratégique »: les véritables coûts de production de tous les biens et services « réciproques » que l'État percepteur de tributs offrait aux zones tributaires incombaient aux contribuables. De plus, ces « excédents stratégiques » ne constituaient pas une garantie de sécurité pour les producteurs, car au XIX^e siècle l'État-percepteur dans la région des Grands Lacs était en mesure de les faire saisir si, pour quelque raison que ce fût, ils ne les livraient pas.

Autre exemple: celui de la collecte du sel fin en provenance des sources salines du lac George, à destination des cours des royaumes du Bunyoro et du Toro⁸ qui, pour être éloignées, n'en exerçaient pas moins un contrôle vigilant (et parfois protecteur). Toujours dans ce continuum, il faut signaler des levées de tributs irrégulières et inattendues dans des régions plus lointaines⁹. On peut supposer que ces tributs comportaient moins d'aliments préparés, tels que le *mutere* ou d'autres aliments et boissons exigeant beaucoup de travail de récolte et de préparation. Dans les régions lointaines, ces collectes étaient menées comme des opérations militaires. Des bandes armées, voire de véritables expéditions, quadrillaient une zone, y ramassant tout ce qui pouvait faire l'objet d'un tribut, principalement du bétail et des hommes, mais aussi les réserves d'objets en fer et de tissus en fibre d'écorce des artisans et des commerçants. Il s'agissait de vastes opérations de pillage. Une des expéditions militaires organisées au Buganda pénétra jusqu'au Busoga, y bivouaqua pendant plusieurs mois, envoyant çà et là des escouades de ramassage. L'armée chargée de percevoir le tribut demeura cette fois assez longtemps dans le pays pour contraindre la population à produire et à préparer de telles quantités d'aliments et de boissons que ce n'était plus, à proprement parler, un butin. Les aliments étaient saisis par l'armée des occupants tant pour sa propre subsistance que pour celle des cours du Buganda. Dans ce cas précis, il est très probable cependant

7. Voir, par exemple, F. D. Lugard, 1893, vol. I, p.366; H. H. Johnston, 1902, vol. I, p.248; H. M. Stanley, 1878, vol. II, p.142-143.

8. E. M. Kamuhangire, 1972a, 1972b.

9. D. W. Cohen, 1977, p.73-80.

que l'armée ganda ne soit pas restée assez longtemps pour encourager, ou pour imposer, un accroissement permanent de la production de denrées alimentaires et autres dans la région occupée. Elle est toutefois restée assez longtemps pour démanteler une bonne partie des structures de production du Busoga central — auquel il faudra plusieurs années pour se réorganiser. Des expéditions similaires furent organisées à partir de la région de la capitale du Rwanda, dans le but de soustraire des denrées précieuses et du bétail aux régions indépendantes du Nord et de l'Est, y compris autour des rives occidentales du lac Kivu¹⁰. Elles finirent par y anéantir et la production et les activités de commercialisation, et durent aller encore plus loin chercher de nouvelles sources de richesses.

Ces expéditions militaires entraînaient notamment l'apparition d'itinéraires de transit relativement réguliers vers les régions-cibles. Deux ou trois États du sud-ouest du Busoga constituaient avant tout des postes de ravitaillement pour les expéditions du Buganda. Ces petits États pouvaient fournir aux armées d'énormes quantités de vivres à bref délai, et semblent s'être approvisionnés dans les zones limitrophes. Vers 1860, les zones situées immédiatement au nord de cette route de transit furent abandonnées, elles cessèrent d'offrir la capacité de production nécessaire pour que les États chargés d'assurer le ravitaillement de la population et le royaume du Buganda puissent s'y approvisionner¹¹. En quelques décennies, sous l'effet du tribut perçu par de grands royaumes comme le Buganda, les régions imposées se seraient réparties en deux catégories : celles où la demande extérieure de denrées alimentaires stimulait la production ; et celles où cette demande affaiblissait ou détruisait les structures de production.

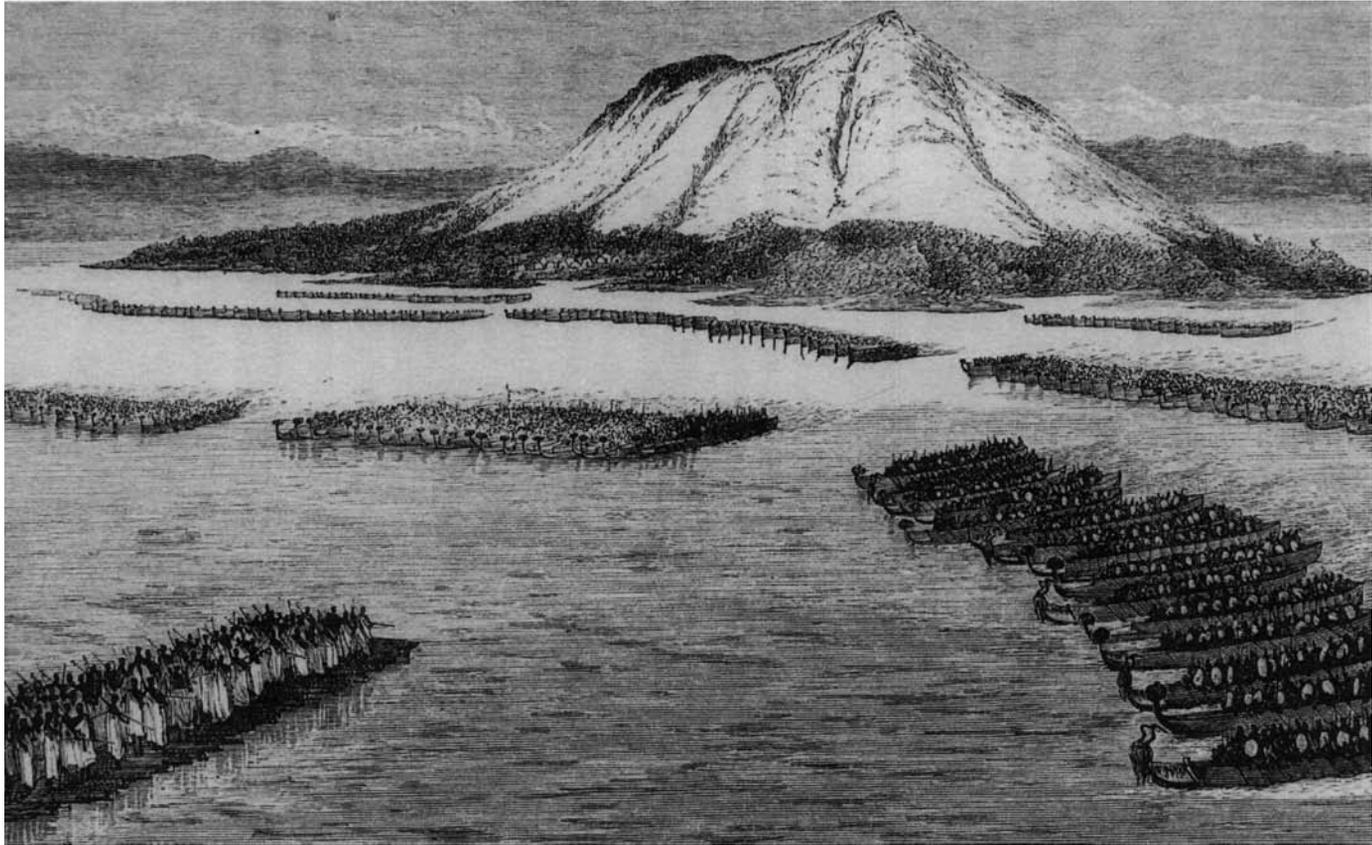
Selon les sources dont nous disposons sur le XIX^e siècle, ce système de tribut suscita une farouche résistance dans les zones de production. Diverses régions du Busoga septentrional et oriental s'opposèrent aux puissantes expéditions militaires ganda, et réussirent même parfois à les refouler. Afin de ponctionner davantage les riches régions de l'Est, le Buganda chercha par tous les moyens à se procurer des armes à feu, participa activement aux conflits locaux et installa des princes vassaux sur le trône de plusieurs États de la région. Il multiplia les expéditions militaires, qui se faisaient plus lointaines à mesure que s'effondraient les anciens États payeurs de tributs. H. M. Stanley fut témoin de la résistance à la levée du tribut ganda dans les îles Buvuma, alors qu'il se trouvait au Buganda en 1875¹². Les peuples et les États situés aux frontières ouest et nord-ouest du Rwanda s'opposèrent, pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, à la collecte régulière de tributs par cet État¹³.

10. D. S. Newbury, 1975, p.155-173; *anonyme*, s. d.; M. C. Newbury, 1975.

11. Il y est fait brièvement allusion dans D. W. Cohen, 1977, p.116-117. Cette question sera reprise dans l'étude que l'auteur prépare sur le Busoga, 1700-1900.

12. H. M. Stanley, 1878, vol. II, p.304-342.

13. Voir note 10 ci-dessus.



11.5. Bataille navale sur le lac Victoria entre les Baganda et le peuple des îles Buruma, 1875.

[Source: H. M. Stanley, *Through the dark continent*, 1878, vol. I, Sampson, Low, Marston, Low and Searle, Londres.
Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Coercition, violence et marché

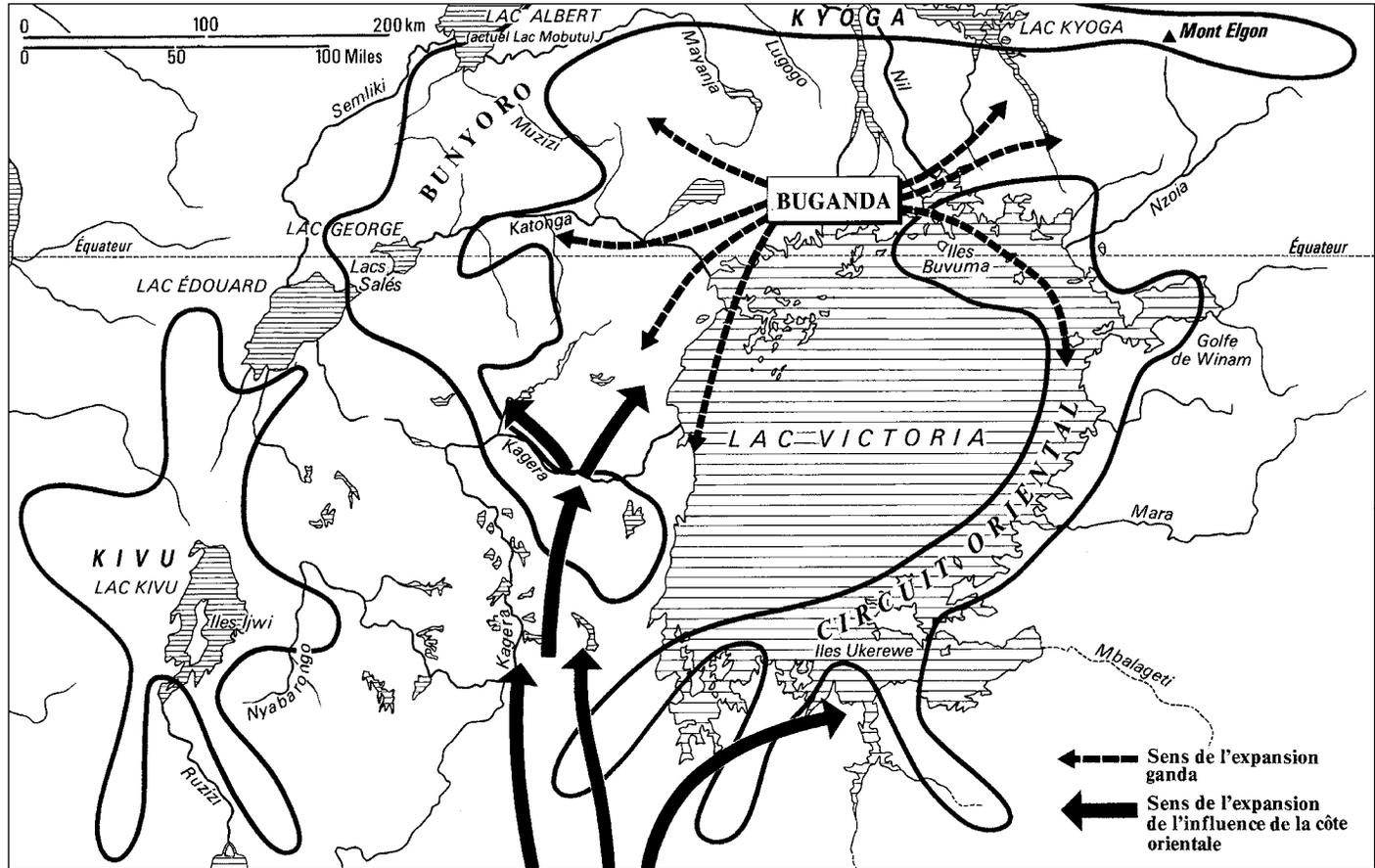
La résistance opposée aux exigences apparemment insatiables des grands États de la région des Grands Lacs, au XIX^e siècle, eut notamment pour conséquence de faire baisser la productivité dans la quasi-totalité des régions imposées, ce qui reporta sur les cours royales la charge du coût des excédents de la production alimentaire. Il fallait en effet des moyens plus perfectionnés pour maintenir à un niveau élevé les tributs perçus en dehors des zones de production régulières des royaumes. Bien évidemment, cette résistance eut pour effet d'accroître la violence dans toute la région, et elle semble avoir déstabilisé les pratiques commerciales anciennes qui avaient cours sur et entre les rives des lacs Victoria, Kyoga, Lutanziye et Kivu, ainsi que le long des lacs salés du sud-ouest de l'Ouganda; les productions excédentaires de ces régions donnaient lieu depuis longtemps à des échanges organisés¹⁴. La région, au XIX^e siècle, nous apparaît comme le théâtre d'une concurrence accrue entre deux systèmes régionaux d'échange de produits alimentaires: l'un fondé sur le marché, l'autre sur la force militaire et la coercition politique. Dans le troisième quart du XIX^e siècle, c'est essentiellement le second qui s'est développé aux dépens du premier. Les souverains et les cours semblent avoir renoncé à dépendre des marchés pour l'approvisionnement intrarégional.

Au XIX^e siècle, les zones de production de la région des Grands Lacs étaient souvent convoitées par deux ou trois États percepteurs de tributs, et devinrent ainsi le théâtre de rivalités et de conflits intenses. Le tribut sur les salines du sud-ouest de l'Ouganda actuel était revendiqué à la fois par le vieil État du Bunyoro et par le nouveau royaume toro. La richesse saline de ces deux États connut donc périodiquement des hauts et des bas tout au long du siècle¹⁵. Il est fort probable que les régions du Bugerere, à l'ouest de la vallée du Nil, et du Budioppe, au nord du Busoga, aient excité à la fois la convoitise des États du Buganda et du Bunyoro, qui cherchaient à s'approprier les céréales, les tubercules, le bétail, les bananes et les produits ouvrés dont elles étaient riches. La résistance des régions du Bugerere et du Budioppe a retardé l'intégration de leur production dans les États du Buganda et du Bunyoro presque tout au long du siècle¹⁶. Il va sans dire que l'invasion simultanée des régions productrices par ces deux États a été au cœur du conflit qui les a opposés pendant une grande partie du siècle.

14. À l'époque précoloniale, le réseau commercial de la région des Grands Lacs comprend trois circuits d'échange qui s'entrecroisent: le circuit oriental, qui part des îles Buvuma en longeant le lac Victoria par l'est et le sud jusqu'à l'Usukuma; le circuit Bunyoro-Kyoga, qui s'étend du mont Elgon vers les prairies de l'Ouganda occidental; et le circuit du Kivu, qui s'étend de la lisière de la forêt du Zaïre actuel, autour des lacs du Rift occidental, jusqu'au Burundi, au Rwanda et aux prairies à l'ouest de l'Ouganda actuel (voir carte 11.6). Sur les circuits d'échange de la région, lire les excellents articles de J. Tosh, 1970; A. D. Roberts, 1970*b*; C. M. Good, 1972; B. Turyahikayo-Rugyeme, 1976; E. M. Kamuhangire, 1976; D. S. Newbury, 1980; J.-P. Chrétien, 1981.

15. E. M. Kamuhangire, 1972*b*.

16. La situation du Bugerere est très significative. A. F. Robertson l'expose très clairement, 1978, p. 45-47.



11.6. Circuits commerciaux de la région des Grands Lacs (d'après D. W. Cohen).

Dans certaines zones, ce climat de rivalité entre plusieurs puissances de la région désireuses de s'assurer les « droits au tribut agricole » a pu susciter diverses stratégies d'alliances et de défense parmi les groupes tributaires, alors que, dans d'autres, il se traduisait simplement par une diminution de la population et de la production dans les zones contestées. Dans d'autres encore, les rivalités entre les diverses puissances cherchant à s'approprier les ressources et entre les courtisans désireux d'obtenir des privilèges d'affermage aboutirent sans doute à l'imposition de contributions très supérieures aux possibilités de consommation¹⁷. L'un des premiers effets de l'activité des Européens dans la région des Grands Lacs aura été de renforcer l'aptitude des grandes puissances régionales à lever leur tribut dans les zones éloignées, du moins à court terme.

Si certaines zones de la région étaient contraintes de produire beaucoup plus que ne l'exigeait la consommation locale, d'autres, en revanche, souffraient de pénuries qui, loin d'être exceptionnelles, pouvaient avoir lieu tant au début de la saison des pluies qu'au cours des années de maigres récoltes. Au Kenya occidental, des marchés occasionnels étaient ouverts pendant les périodes de crise¹⁸. Ils étaient situés dans les zones comprises entre les hautes terres, humides et sûres, et les basses terres, sèches et moins sûres, qui s'étendent en arc de cercle entre le golfe de Winam, à l'ouest du Kenya, et le sud du Busoga; dans cette région, des marchés occasionnels étaient organisés en période de crise pour l'échange de bétail, de céréales, de poissons, de légumes verts et de produits manufacturés. Ces échanges étaient aux mains de grandes familles de la région où était installé le marché. C'est ainsi que, au début du XX^e siècle, on vit apparaître les « hommes forts » ou les « pseudo-chefs » que connaissaient bien les familiers de l'Afrique.

Aux abords du golfe de Winam, les pénuries d'aliments de base étaient fréquentes, surtout sur les terres situées en bordure du lac qui connaissent une seule saison des pluies et une très longue saison sèche. Depuis le XVIII^e siècle au moins, les populations se sont déplacées lentement et régulièrement des rives du lac vers les hautes terres, à la recherche de zones plus sûres et plus productives bénéficiant de deux saisons de pluies. Seuls freinaient leur progression les occupants déjà installés sur ces hautes terres, les bandes qui, périodiquement, venaient en piller les richesses, et le fait qu'elles étaient insuffisamment organisées pour mettre en valeur de nouvelles terres dans les régions montagneuses. Cette migration se poursuit de nos jours. Elle entraîne des mutations dans la production et le régime alimentaire des populations qui se réfugient dans les hautes terres, une concentration de la population dans

17. Les intrigues de cour dans des royaumes comme le Buganda ont vraisemblablement contribué à porter dans des zones éloignées les campagnes de collecte des tributs à l'époque précoloniale. Voir D. W. Cohen, 1983.

18. M. J. Hay, 1975, p. 100-101. Voir aussi l'ouvrage de L. D. Shiller sur Gem et Kano au Kenya occidental, et *The Jolue before 1900*, ouvrage de R. Herring. L'auteur du présent chapitre, en travaillant à Siaya, et Priscilla O. Were, en travaillant à Samia, ont réuni des preuves à l'appui de cette information.

ces zones et le développement des communautés linguistiques du groupe luo. Au XX^e siècle, cette région connaît l'une des plus fortes densités de population rurale en Afrique, d'où l'épuisement des sols et des ressources en bois¹⁹.

Ceux qui n'émigraient pas vers les hautes terres continuaient à souffrir des pénuries dues à un système agricole précaire. Les marchés occasionnels remédiaient quelque peu à la situation, en permettant à la population d'échanger le bétail élevé sur les basses terres contre des céréales et des racines alimentaires dont la culture réussissait mieux sur les hautes terres. Étant donné que, dans les basses terres, la période de disette correspondait à l'époque des labours et des semailles au moment des premières pluies qui demandaient le plus de main-d'œuvre, ces marchés étaient un moyen de compenser assez rapidement les effets d'une saison sèche prolongée ou d'une maigre récolte. Grâce aux échanges régionaux, le bétail élevé par les habitants des basses terres garantissait la continuité du travail agricole et de l'alimentation. Il était pour eux source de richesses convertibles.

Les réseaux commerciaux

Au Rwanda, on remédiait à la précarité de la situation agricole par des échanges entre zones, entre ethnies et entre classes²⁰. La complémentarité de la production et de la consommation entre les zones excédentaires et les zones déficitaires a suscité l'apparition de tout un réseau de communications, d'échanges et d'interactions qui renforça les assises de l'État rwandais. Ces échanges réguliers ont permis le maintien d'économies locales spécialisées, ainsi que celui d'habitudes alimentaires propres aux différentes ethnies ou aux différentes classes, ce qui a accentué les clivages sociaux dans la partie occidentale de la région des Grands Lacs.

L'État du Rwanda levait son tribut dans des régions plus lointaines, pillant fréquemment les riches régions du Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest, dont certaines furent soumises à son administration au cours du XIX^e siècle. De plus, le Rwanda participait à un système commercial centré sur le lac Kivu. Les commerçants se rendaient aux marchés des bord du lac Kivu et des îles Ijwi avec des *butega*, bracelets tissés provenant de Butembo, à l'ouest du lac Kivu. Ces bracelets de Butembo furent progressivement considérés comme une monnaie et, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, ils étaient largement utilisés pour les échanges dans la région du Kivu, enrichissant les marchands d'Ijwi et les fabricants de bracelets de Butembo, tout en facilitant les échanges de bétail, de denrées alimentaires et d'autres produits dans toute la région du Kivu et du Rwanda, où ils encouragèrent peut-être la production²¹.

19. Il faut étudier plus en détail la situation sociale et économique du Kenya occidental au XX^e siècle, en particulier en ce qui concerne la démographie, l'économie rurale et les problèmes d'hygiène. Pour la Tanzanie, voir H. Kjekshus, 1977.

20. H. L. Vis *et al.*, 1975.

21. D. S. Newbury, s.d.

Il semble qu'un circuit d'échange reliant les régions situées sur la rive orientale du lac Victoria ait connu un développement analogue. Au début du XIX^e siècle, un vaste réseau d'échange de denrées alimentaires et d'autres produits y fonctionnait vraisemblablement depuis des siècles. Ce réseau liait les côtes du Buganda et du sud du Busoga et les îles Buvuma, dans le Nord, avec l'intérieur du pays (aujourd'hui le Kenya occidental) et les régions du Buzinza, de l'Usukuma et de l'Unyamwezi situées au sud du lac (l'actuelle Tanzanie). Il semble que l'élément déterminant de la configuration de ce réseau ait été la révolution agricole introduite dans l'État insulaire du Bukerebe au sud du lac, à la fin du XVIII^e siècle ou au début du XIX^e²². En effet, l'État du Bukerebe adopta plusieurs cultures nouvelles, dont le maïs et le manioc, et introduisit dans la région de nouvelles variétés de sorgho et de millet. Certains changements structurels — dont l'organisation de la main-d'œuvre servile (en provenance du continent) — entraînèrent une forte augmentation de la production agricole. Le continent offrait un débouché aux excédents du Bukerebe, lequel assurait aussi la commercialisation des métaux ouvrés du Buzinza et du bétail de l'Usukuma. Les populations du Buzinza et de l'Usukuma comptaient sur l'agriculture et le commerce du Bukerebe pour pallier les fréquentes pénuries alimentaires dont elles souffraient. Il semble que cette dépendance ait parfois amené les fermiers usukuma à accuser les marchands bukerebe de profiter de leur misère, en faisant purement et simplement monter le prix des denrées alimentaires qu'ils leur fournissaient au moment des famines²³.

Si les marchands bukerebe étaient les principaux intermédiaires dans le Sud, les transports et les échanges étaient aux mains des Basuba dans la partie plus septentrionale de ce réseau oriental du lac. Extraordinairement ingénieux et courageux, ils sillonnaient les eaux du lac Victoria, transportant le sel, les esclaves, les bananes séchées, les céréales, les haricots, le bétail, le poisson et le fer, des marchés bukerebe, dans le Sud, aux marchés busoga et buvuma, dans le Nord²⁴.

Le monopole des échanges mis au point au XIX^e siècle par les Basuba sur les voies septentrionales du réseau oriental du lac rappelle les monopoles établis par les marchands bagabo et bashingo de la région des lacs salés, dans ce qui est l'actuel Ouganda occidental²⁵. Dans les deux cas, en effet, ces peuples organisèrent au fil des ans une diaspora de l'échange, très bien structurée, qui assurait un contrôle politique global de la production et de la commercialisation du sel, sous la protection et avec l'autorisation des lointains royaumes du Nyoro et du Toro. Et dans les deux cas, les monopoles commerciaux étaient développés en dehors de la zone d'influence des États de la région des Grands Lacs; ils n'utilisaient ni le schéma ni les structures de l'État pour établir leurs réseaux commerciaux; et il ne leur

22. G. W. Hartwig, 1976, p. 62-83, p. 104-111.

23. *Ibid.*, p. 107.

24. M. Kenny, 1979.

25. E. M. Kamuhangire, 1972*b*.

arriva d'obéir aux exigences des États environnants que les rares fois où leurs zones de production, leurs marchés ou leurs flottes furent attaqués.

Les structures commerciales bukerebe — dans la zone sud du circuit oriental — présentaient un tel intérêt pour les autres commerçants que les marchands swahili et arabes opérant dans l'Unyamwezi s'y intégrèrent. En stimulant le commerce des esclaves et de l'ivoire dans la région, les nouveaux venus finirent par évincer les marchand bukerebe et leur système d'échange fondé sur la production alimentaire au sud du lac. C'est grâce à ces mouvements vers le sud que les marchands swahili et arabes eurent leurs premiers contacts avec la région des Grands Lacs. Les marchandises d'abord, les marchands ensuite, envahirent les marchés et les États de la région, empruntant les mêmes routes étroites, à l'ouest du lac Victoria, que les marchands de sel. Mais le plus important peut-être, c'est qu'avec eux l'ivoire et les esclaves firent leur apparition au cœur de la région des Grands Lacs, où ils allaient servir de monnaie d'échange contre des armes à feu. Enseignants musulmans et chrétiens, explorateurs, aventuriers et agents européens suivirent ensuite le même chemin, créant de nouvelles forces de changement dans toute la région des Grands Lacs.

Tandis que, sur la côte est, le trafic remontait vers le nord, à travers les prairies de l'Ouest, jusqu'aux populations et aux capitales de la rive septentrionale du lac, des navires buganda grignotaient les monopoles basuba et bukerebe à l'est et au sud, ouvrant ainsi la voie à des relations actives et directes entre le cœur du pays buganda et les marchands arabes et swahili de la rive sud. Ainsi, le Bukerebe était refoulé au sud par des groupes venus de l'Unyamwezi et de la côte est, et son influence reculait au nord et à l'est devant les visées expansionnistes du Buganda. La comparaison du Buganda et du Bukerebe au XIX^e siècle met en évidence un contraste intéressant. Dans les deux régions, il y eut transformation de l'agriculture à un certain moment pour assurer de considérables excédents de denrées alimentaires. Mais tandis que les excédents du Bukerebe étaient destinés aux zones où les pénuries étaient grandes, mais qui pouvaient produire des denrées dont le Bukerebe avait besoin et qu'il ne pouvait produire lui-même, ceux du Buganda n'étaient que l'instrument d'une action politique et sociale. Ils ne servaient pas de monnaie d'échange. La remarquable organisation des transports mise en place par le Bukerebe et le Basuba fut gravement ébranlée par l'intrusion des Baganda dans le système; ceux-ci ne cherchèrent pas à mettre en place de nouvelles structures commerciales. Ils s'imposèrent par la force.

Il y avait, au XIX^e siècle, un autre vaste réseau d'échange centré sur la région du Bunyoro, qui s'étendait au nord et au nord-ouest dans la région d'Acholi et de l'ouest du Nil, à l'est, au-delà du lac Kyoga, jusqu'au mont Elgon, et au sud-ouest dans la région des lacs salés, et jusqu'au Kivu. Si le fer et le sel semblent avoir été les éléments de base de ce système commercial, les produits alimentaires et le bétail ont probablement joué un rôle capital dans sa mise au point et son fonctionnement. Au nord du lac Kyoga, par exemple, les Lango produisaient intentionnellement des excédents alimen-

taires, en particulier du sésame, à des fins commerciales²⁶. Au XIX^e siècle, cette production était acheminée vers l'ouest, au Bunyoro, en échange de houes en fer, lesquelles contribuaient à accroître encore la production de sésame dans la zone de Lango. Un examen attentif a montré que cette surproduction allait vraisemblablement de pair avec toute une série d'innovations et d'améliorations en matière de production et d'utilisation des sols et de la main-d'œuvre, ainsi qu'au moment des récoltes, des plantations et des semis, afin d'optimiser le rendement²⁷. Il s'agissait en quelque sorte d'une révolution agricole comparable, à certains égards, à celle qui s'est produite presque simultanément dans le Bukerebe et les îles Ijwi du lac Kivu²⁸.

On peut supposer que les individus et les groupes participant aux réseaux d'échange de l'actuel Ouganda occidental ont vu dans le désir des Lango d'accroître la production de sésame à des fins commerciales un moyen, premièrement, de stimuler le commerce du fer vers l'est, aux dépens de celui de Samia — centre établi sur la rive du lac Victoria, près de l'actuelle frontière entre le Kenya et l'Ouganda —, et donc de stimuler la production du fer au Bunyoro; deuxièmement, de créer des liens plus étroits entre le Bunyoro et le Lango, et peut-être même des liens de dépendance fondés sur une inégalité des échanges; et, troisièmement, de s'enrichir de ce commerce, ce qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, attirerait l'ivoire précieux dans la région en provenance des contreforts nord-ouest du mont Elgon.

Jusque vers 1875, les réseaux commerciaux de l'actuel Ouganda occidental constituèrent la base de l'influence du Bunyoro sur une vaste région, même pendant les périodes où des conflits internes affaiblissaient le pouvoir des souverains. Dans des zones telles que le Busoga, il y eut transfert de l'activité commerciale des anciens marchés du lac Victoria vers les comptoirs récemment établis dans le bassin du lac Kyoga, le fer des Nyoro évinçant celui des Samia des marchés du nord et du nord-est du Busoga. Il y eut de nouvelles implantations dans le bassin du lac Kyoga, dont la production alimentait le marché nyoro. L'expansion du réseau du Kyoga complétait le processus d'émigration vers le nord dans le Busoga, et permettait à une population harcelée de s'éloigner de la zone où le Buganda levait un tribut. Plus tard, ce réseau d'échange du Bunyoro, c'est-à-dire le réseau commercial occidental qui couvrait la région du Kyoga, devait opposer une forte résistance aux Britanniques qui faisaient pression sur la population pour l'amener à cultiver du coton.

Dans l'Ouest, les activités commerciales du lac Kyoga se greffaient sur les échanges qui avaient lieu à travers les prairies de l'actuel Ouganda occidental, et se concentraient sur la production saline des lacs du sud-ouest de l'actuel Ouganda. Des agents du royaume du Bunyoro, ou des petits États qui lui versaient tribut, percevaient des taxes sur la production, le transport et la commercialisation des produits, des denrées et du bétail, puis les utilisaient

26. J. Tosh, 1978.

27. Cela implique une révolution sociale au niveau de chaque entité familiale ou collective pour restructurer les relations sociales dans le travail, la définition des tâches et le temps.

28. Voir G. W. Hartwig (1976) pour le Bukerebe et D. S. Newbury (s. d.) pour Ijwi.

pour financer leur propre commerce²⁹. Les souverains du Bunyoro et du Toro jouèrent un rôle actif dans le système commercial de la région occidentale des Grands Lacs sans démanteler les réseaux et les échanges traditionnels. Certains ouvrages d'histoire présentent le Bunyoro comme un royaume de pasteurs et un État guerrier; pourtant, il semble qu'il ait été largement intégré dans le marché régional dont il dépendait pour approvisionner ses cours et pour continuer d'exercer son contrôle et son influence sur des régions lointaines. Au contraire, le Buganda apparaît, au XIX^e siècle, comme l'exemple type de l'État guerrier, ou de l'État percepteur de tributs, poursuivant, sans aucunement tenter de les concilier, un processus de mise en place d'une bureaucratie interne complexe et un processus de structuration des marchés extérieurs.

Si les activités de l'État du Buganda tendaient à fausser ou à ruiner les activités commerciales au niveau subrégional autour des lacs, c'est aussi à cette époque qu'il commença à participer plus activement à ce que l'on pourrait appeler des échanges internationaux dans la zone qui s'étend des rives du lac Victoria à la côte est de l'Afrique. Cependant, cela ne suffit peut-être pas pour définir les différences qui séparent le Buganda et le Bunyoro, en termes de débouchés commerciaux au XIX^e siècle. La différence essentielle réside sans doute dans l'utilisation que fait chaque État des diverses possibilités qui lui sont offertes pour s'octroyer l'avantage, à différents niveaux, de l'activité commerciale dans la région. Le Bunyoro participait aux activités des marchés de la région des Grands Lacs selon des modalités qui renforçaient et développaient l'organisation commerciale existante, tandis que le Buganda cherchait systématiquement à résoudre par la voie militaire ses crises d'approvisionnement en biens et en services locaux. Par ailleurs, le Buganda entra dans le réseau commercial international qui progressait régulièrement, à partir de la côte est, vers la région des Grands Lacs; il utilisa des moyens qui contribuèrent à renforcer et à développer, dans l'arrière-pays, le système en vigueur sur la côte est et parvint, finalement, dans une très large mesure, à exclure le Bunyoro de ce système d'échange à un « plus haut niveau ». En fait, pendant la dernière décennie du siècle, le Buganda parvint à dresser directement les forces liées au marché de la côte est contre le Bunyoro, réussissant ainsi à ruiner définitivement son influence dans la région et à éliminer de cette dernière le « facteur septentrional », c'est-à-dire les intérêts anglo-égyptiens et soudanais.

À ce « plus haut niveau », le système d'échange qui fonctionnait depuis la région des Grands Lacs jusqu'à la côte de l'Afrique orientale gravitait autour du commerce en provenance et à destination des hauts plateaux: ivoire et esclaves échangés contre des armes à feu importées sur la côte par l'intermédiaire du réseau commercial de Zanzibar. Les armes à feu étaient livrées avec quelques maigres lots de marchandises, essentiellement réservées à la consommation de l'aristocratie: des textiles, des bracelets, de la

29. E. M. Kamuhangire, 1972*b*.

vaisselle et plus tard, des livres. Pendant la plus grande partie du siècle, la cour du Buganda parvint à maintenir son contrôle sur la distribution de ce genre d'importations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume, renforçant ainsi son emprise (et, partant, son influence sur tous les visiteurs qui y séjournaient) sur l'ensemble de la vie sociale. Chose importante, les goûts passaient par une phase d'«extraversion» pendant la période qui précéda de peu l'arrivée des Européens dans la région où les Baganda procédaient, avec succès, consciemment dans certains cas, inconsciemment dans d'autres, à l'intégration de leur société dans l'Empire britannique.

La montée des inégalités et des tensions

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les goûts nouveaux et les impératifs de consommation qui se faisaient jour dans les couches inférieures de la noblesse allaient faciliter l'influence européenne sur la vie non seulement du Buganda, mais de presque toutes les zones de cette vaste région. Pendant un demi-siècle, les armes à feu qu'ils s'étaient procurées assurèrent l'emprise des États les plus puissants sur les zones vassales et, comme partout ailleurs en Afrique, ouvrirent la voie à une concentration du pouvoir politico-militaire dans les mains d'une fraction plus restreinte de la population. Les inégalités, particulièrement flagrantes dans les razzias d'esclaves, mais partout importantes, s'accrochèrent dans toute la région des Grands Lacs pendant les dernières décennies du siècle. Aussi les Européens, lorsqu'ils commencèrent à arriver en nombre dans la région, virent-ils leur appui sollicité non seulement par les centres détenteurs d'une puissance qui allait grandissant, mais aussi par les faibles et les sans-défense.

De même que, à la fin du XVIII^e siècle, nous avons observé, ici et là, de nombreuses forces et courants tenter de résister aux souverains des États de la région des Grands Lacs et chercher à les renverser, les deux ou trois dernières décennies du XIX^e siècle virent surgir une nouvelle vague de résistance et de conflits. Pendant le dernier tiers du siècle, de toute évidence, la concentration croissante du pouvoir et des leviers de commande dans les capitales et les cours provinciales de la région des Grands Lacs était de plus en plus mal supportée par la population. À l'est et à l'ouest du Buganda, de petits États résistèrent à plusieurs reprises aux campagnes de collecte des tributs menées par l'État bugandais. En 1875, H. M. Stanley fut témoin du désastre par lequel se solda la campagne du Buganda contre les îles Buvuma. Alors même que le Buganda parvenait à réduire rapidement à merci la région visée, certains y sabotaient la livraison régulière des tributs au vainqueur³⁰.

Au Bunyoro, au Rwanda et au Buganda, ainsi que dans les petits États du Busoga, le peuple se défendait contre les exactions commises par les capitales et les cours, soit en émigrant vers des zones plus éloignées des régions

30. Ces opérations sont mentionnées dans diverses sources du Buganda et du Busoga.

habituellement touchées par les campagnes de collecte, ou vers des zones qui offraient de meilleures possibilités d'accéder à la terre, à des fonctions officielles ou au pouvoir, soit en se regroupant et en fortifiant les villages, comme ce fut le cas à la frontière du Kenya et de l'Ouganda actuels.

Dans la région du Busoga, on connaît des milliers de récits de petites migrations de gens du peuple, quittant leur État pour chercher refuge ou de nouvelles conditions de vie dans un autre; certains durent ainsi, dans le cours de leur vie, s'établir dans plusieurs États successifs. Ces récits semblent indiquer que la « recherche de conditions de vie nouvelles », dès les années 1820, allait de pair avec une redéfinition des rapports de l'individu et du foyer avec l'État, en ce qui concerne la terre, les fonctions administratives et le pouvoir³¹. Dans le contexte de cette considérable mobilité des individus et des petits groupes qui caractérise le Busoga du XIX^e siècle, la cour, en tant que champ de possibilités plus vastes, jouait un rôle privilégié dans la vie des habitants des divers États, ou des populations résidant en dehors de leurs frontières reconnues; mais cette situation ne lui permettait pas d'affirmer son autorité. En fait, tout au long du XIX^e siècle, les efforts déployés par la cour du Busoga pour affermir son pouvoir ou pour étendre sa zone d'influence ont été sapés par la facilité avec laquelle de nombreux individus abandonnaient leurs liens de clientèle et leurs terres pour partir à la recherche de meilleures conditions de vie. Il est possible que pendant cette période, en liaison avec des problèmes de ce genre, une notion évoluée de l'« État » ou du « royaume » soit devenue un élément important du discours populaire. Cette attitude de la collectivité à l'égard du pouvoir a peut-être compensé, dans une certaine mesure, le surcroît de puissance acquis par les capitales avec la monopolisation des armes et l'armement des gens de cour. Ici et là, cette distanciation du pouvoir politique central a sans doute facilité d'importantes modifications dans les relations commerciales et les activités de production; le fait est que, au niveau local, en particulier, l'activité économique s'est beaucoup affranchie de l'appareil étatique.

Manifestement, au XIX^e siècle, la résistance à l'autorité politique établie entraîna souvent, ne fût-ce que pour un temps, un renforcement de l'autorité des centres religieux et un durcissement des relations entre pouvoir politique et pouvoir religieux en divers endroits de la région des Grands Lacs. Ce climat d'opposition ou de lutte entre diverses instances du pouvoir est très bien illustré par l'histoire de l'enfant possédé Womunafu, dans la région de Bunafu, dans le Busoga, autour duquel se regroupa une petite communauté. À Bunafu, le domaine de Womunafu resta pendant plusieurs décennies en marge du monde politique environnant, auquel il s'opposait; et pourtant les capitales politiques voisines partageaient, dans une large mesure, les idées et les institutions sur lesquelles reposait l'autorité de Womunafu³². Dans le Bushu, à l'ouest, les conflits entre les sources

31. D. W. Cohen, 1986.

32. D. W. Cohen, 1977.

religieuses et politiques du pouvoir furent largement résolus par l'intégration d'éléments antagonistes en un ensemble de petites chefferies rituelles³³. Au Rwanda, au Bunyoro et dans le sud-ouest de l'actuel Ouganda, les idées et les structures *kubandwa* étaient depuis longtemps les supports de l'opposition à l'autorité des capitales politiques. Fermées à l'ingérence de l'État et farouchement opposées à ses principes et à ses activités, les organisations *kubandwa* jouèrent un rôle capital et furent parfois assez puissantes pour s'opposer et faire échec au pouvoir politique en place dans une région. Le plus important de tous les mouvements *kubandwa* connus était centré sur la déesse Nyabingi. Ce mouvement nyabingi exprimait l'opposition à l'État rwandais, qui était en train d'institutionnaliser son influence au-delà de l'ancien centre du Rwanda, en particulier vers le nord et vers l'ouest. À la frontière entre le Zaïre et l'Ouganda actuels, dans le Kigezi, ainsi que dans certaines parties du Nkore, les partisans de Nyabingi s'organisèrent pour s'opposer à l'expansion de l'État rwandais dans leurs domaines. Vers la fin du XIX^e siècle, Nyabingi cristallisa la résistance à l'autorité politique en général, et aux activités coloniales européennes telles qu'elles étaient ressenties par les populations de la région³⁴.

Conclusion

Au XIX^e siècle, la région des Grands Lacs se présentait moins comme un creuset d'organisations étatiques centralisées que comme le théâtre de luttes et de conflits entre les intérêts et les forces en présence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un ensemble donné. D'une part, les États rivalisaient pour imposer leur autorité sur les zones agricoles vassales qui leur fournissaient certains produits tels que le sel, le bétail et le fer, et se disputaient les voies d'accès aux réseaux de distribution, ainsi que la maîtrise de ceux-ci. Cette lutte n'opposait pas seulement les États entre eux; elle mettait aussi aux prises les États et des organisations ou des entreprises constituées sur des modèles très différents des structures étatiques de la région.

D'autre part, les simples citoyens s'efforçaient, par un jeu complexe de participation et d'opposition, de définir l'espace politique, social et économique pouvant être celui de leurs activités et de leur sécurité. Pour l'individu comme pour la famille, l'État de la région des Grands Lacs se présentait davantage comme un exploiteur que comme un protecteur. Les populations réagissaient en fonction des limitations et des possibilités qui étaient les leurs, en réorientant la production et le commerce dans le sens qui permettait de les soustraire aux exigences de l'État; en évacuant les territoires soumis à des pressions excessives de l'extérieur; en adhérant aux nouvelles communautés religieuses; en cherchant des refuges sûrs; ou, encore, en soutenant des tentatives visant à renverser le pouvoir en place. La région des Grands

33. R. M. Packard, 1981.

34. I. Berger, 1981.

Lacs, au XIX^e siècle, n'était pas seulement un ensemble d'États, petits et grands, mais aussi un monde où l'individu et la famille ne cessaient, de mille façons et parfois insensiblement, de changer d'attitude à l'égard de l'autorité de l'État, de la participation sociale, de la production et du commerce.

Le temps écoulé rend très difficile une observation précise de la vie quotidienne au XIX^e siècle dans la région des Grands Lacs. Cependant, les tendances au changement et les forces de changement, identifiables dans la production et la consommation, dans le commerce, dans les relations entre États, et dans les rapports entre le peuple et les cours, causaient des tensions non négligeables dans la vie quotidienne, qui s'insinuèrent dans le cadre domestique en déclenchant toute une série de pressions et de bouleversements, dont beaucoup allaient ultérieurement être interprétés comme des conséquences du colonialisme européen.